

**RENÉ PRÉVAL  
PRÉSIDENT**

Vu les articles 36-1, 36-5, 52-1, 159, 162, 163, 253 de la Constitution,

Vu l'article 256 du Code Civil;

Vu la loi du 8 juillet 1921 sur la reconnaissance d'Utilité Publique

Vu le décret du 20 mars 1943 sur la protection des sources de Thor;

Vu la loi du 27 septembre 1979 accordant à l'État le droit de pénétrer provisoirement sur les propriétés privées en vue de faciliter l'exécution de certains travaux urgents d'intérêt général;

Vu la loi du 8 novembre 1979 sur l'expropriation pour cause d'Utilité Publique;

Vu la loi du 13 mai 1964 créant la Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable (CAMEP) modifiée par celle du 28 septembre 1979 et le décret du 7 septembre 1989;

Considérant que le rôle primordial de l'État est de garantir et de protéger la santé de la population contre tous les risques de la pollution;

Considérant qu'il y a lieu de planifier les aires d'extension des sources situées dans la région métropolitaine;

Considérant qu'il y a urgence de définir et de délimiter les périmètres de protection immédiats des sources d'eau potable de la zone métropolitaine de Port-au-Prince;

Considérant que les phénomènes de constructions anarchiques autour des périmètres des sources et de la dégradation de l'environnement deviennent de plus en plus alarmants;

Considérant qu'il y a lieu de déclarer d'Utilité Publique les périmètres de protection immédiats des sources d'alimentation en eau potable de la zone métropolitaine de Port-au-Prince;

Considérant que l'intérêt collectif prime sur l'intérêt privé;

Sur le rapport des Ministres des Travaux Publics Transports et Communications, de l'Économie et des Finances, de la Justice, de l'Intérieur et de l'Environnement;

Et après délibération en conseil des Ministres;

**ARRÊTE**

Article 1.- : Sont déclarés d'Utilité Publique les périmètres de protection immédiats des sources suivantes tels que relevés dans le rapport du plan d'arpentage réalisé en date du 25 août 1998 par l'Arpenteur Public Jean-Leroy Brutus:

1) **Source Turgeau:** située au haut du morne de Turgeau. Le périmètre de protection immédiat a une superficie de 40.600 mètres carrés et est borné au Nord et à l'Est par une route publique, au Sud par les consorts Alvarez et à l'Ouest par les consorts Alvarez et Liautaud.

2) **Tunnel source Carrefour-Feuilles:** situé dans les hauteurs de Carrefour-Feuilles, au pied du morne de l'hôpital. Le périmètre de protection immédiat a une superficie de 40.100 mètres carrés et est borné au Nord par un passage, au Sud et à l'Ouest par le reste du Bassin Versant, à l'Est, par un corridor et une ravine conduisant au haut du versant.

3) **Source et Galerie drainante de Diquini:** située aux flancs du morne de Diquini plus précisément au terminal de la route de Diquini 63. Le périmètre de protection immédiat a une superficie de 990.000 mètres carrés et est borné au Nord par la Banque Nationale de Crédit, au Sud par la ligne de Péligré, à l'Est par le reste du Versant vers Chaudeau et à l'Ouest par une Mission évangélique et les consorts Gentil.

4) **Tunnel Frères:** situé à Frères. Le périmètre de protection immédiat a une superficie de 63.734 mètres carrés et est borné au Nord et à l'Est par les consorts Germain, au Sud par un passage, à l'Est par William Steepenson et les consorts Germain.

5) **Source Gentil:** située à Mahotières 75 Carrefour. Le périmètre de protection immédiat a une superficie de 240.000 mètres carrés et est borné au Nord par les héritiers Marcel Gentil et Serge Jean-Louis, au Sud par une ravine et les héritiers Marcel Gentil, à l'Est par une ravine et les héritiers Marcel Gentil et à l'Ouest par Hakime, les héritiers Latortue et un passage.

6) **Source Chaudeau:** située au pied du morne de Bizoton. Le périmètre de protection immédiat a une superficie de 120.000 mètres carrés et est borné au Nord par de prétendus héritiers Charléus Jean-Baptiste, au Sud Dumond Beslandes, à l'Est Franck François, Louis François et Raymond Ninite, à l'Ouest Dumond Beslandes.

7) **Source Mariani:** située au fond du morne Mariani. Le périmètre de protection immédiat a une superficie de 180.600 mètres carrés et est borné au Nord par un passage et qui de droit, au Sud et à l'Ouest par le reste du Versant, à l'Est par un passage et le reste du Versant.

8) **Source Corrossol:** située à Mahotières. Le périmètre de protection immédiat a une superficie de 52.612 mètres carrés et est borné au Nord par un passage commun, au Sud et à l'Est par de prétendus héritiers Hyppolite, à l'Ouest par Emmanuel Lebrun.

9) **Source Mahotières:** située à Mahotières. Le périmètre de protection immédiat a une superficie de 33.800 mètres carrés et est borné au Nord par les consorts Martin, au Sud, à l'Est et à l'Ouest par un passage.

10) **Source Madame Baptiste:** située à Mahotières. Le périmètre de protection immédiat a une superficie de 60.800 mètres carrés et est borné au Nord par une Mission Évangélique et un passage, au Sud par le reste du Bassin, à l'Est et à l'Ouest par un passage.

11) **Source Doco:** située à Doco. Le périmètre de protection immédiat a une superficie de 600.100 mètres carrés et est borné au Nord par les prétendus héritiers Elifète, au Sud, à l'Est et à l'Ouest par un passage.

12) **Source Leclerc :** située au haut de l'Habitation Leclerc. Le périmètre de protection immédiat a une superficie de 8.995 mètres carrés et est borné au Nord et au Sud par un passage et le reste du bassin, à l'Est et à l'Ouest par le reste du bassin.

13) **Source Desplumes et tête de l'Eau:** située au haut de la rue Grégoire à Pétion-Ville. Le périmètre de protection immédiat a une superficie de 20.000 mètres carrés de terre et est borné au Nord par une grande Ravine, au Sud par la Ravine Desplumes, à l'Est et à l'Ouest par le Versant.

14) **Source Métivier:** située au long de la Ravine Millet. Le périmètre de protection immédiat a une superficie de 18.000 mètres carrés et est borné au Nord par une ravine, au Sud et à l'Est par le bassin, à l'Ouest par la Ravine de Millet.

A l'intérieur de ces périmètres de protection, il est interdit:

- 1.- de construire des habitations ou autres édifices;
- 2.- d'installer des établissements industriels et commerciaux, des abattoirs, terrains et culture
- 3.- d'installer des sépultures ou des excavations;
- 4.- de déposer des ordures, immondices, fumiers et détritux;
- 5.- d'y pratiquer l'abreuvement, le parage et l'élevage des animaux
- 6.- d'y déposer des hydrocarbures ou toute autre substance présentant des risques de toxicité (engrais, pesticides)
- 7.- de forer des puits, d'installer des canalisations ou des réservoirs d'eaux usées de toute nature;
- 8.- d'exploiter des carrières à ciel ouvert.

Article 2.- A compter de la publication du présent Arrêté, tous travaux de construction, lotissement, percement de voie ou toute autre exploitation du sol ainsi que toute transaction ou aliénation immobilière sont et demeurent interdits sur toute l'étendue des susdits terrains.

Article 3. - Toute personne qui exerce, à l'intérieur des périmètres de protection, une activité interdite par les dispositions du présent Arrêté ou de toutes celles qui seront prises sous son autorité sera poursuivie conformément à la loi.

Article 4.- Les propriétaires de ces portions de terrain sont invités à se présenter à dater de la publication du présent Arrêté munis de leurs titres de propriété, des plans et procès-verbaux y relatifs par devant l'instance compétente de l'État pour faire valoir leurs droits et prétentions conformément à la loi.

Article 5.- Le présent Arrêté sera publié et exécuté à la diligence des Ministres des Travaux Publics Transports et Communications, de l'Économie et des Finances, de la Justice, de l'Intérieur et de l'Environnement, chacun en ce qui le concerne.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 21 avril 1999, An 196ème de l'Indépendance.

Par le Président

René PRÉVAL

Le Premier Ministre

Jacques Édouard ALEXIS

Le Ministre des Travaux Publics Transports  
et Communications

Max ALCE

Le Ministre de l'Agriculture,  
des Ressources Naturelles  
et du Développement Rural

François SÉVERIN

Le Ministre de l'Environnement  
Le Ministre de l'Économie et des Finances

Yves CADET  
Fred JOSEPH

Le Ministre de la Justice

Camille LEBLANC

Le Ministre de l'Intérieur

Jacques-Edouard ALEXIS